

L'OFE prévient de la nécessité d'un renforcement des fonds propres des entreprises

« La dette nette des entreprises françaises a franchi les 1 000 milliards d'euros », titre **L'Opinion**, qui souligne que le ministère de l'Économie devrait annoncer d'ici à la fin du mois de nouvelles mesures, comme des annulations de dettes, accessibles au cas par cas pour les entreprises viables, mais surendettées du fait de la crise. La Banque de France estime à 50 milliards d'euros les besoins en recapitalisation des sociétés tricolores. Bercy travaille depuis des mois sur le sujet des fonds propres et l'OFE de la Banque de France, publie un rapport dont l'Opinion détaille les conclusions en exclusivité. Avant la crise, 20 % des PME et 30 % des TPE étaient fragilisées à cause d'un endettement important, tandis que 9 % des premières et 20 % des secondes avaient des fonds propres négatifs. Désormais, ce n'est plus de dette dont les entreprises ont besoin, mais de fonds propres. Le message est sans appel: « Un renfort ciblé des fonds propres est nécessaire », prévient l'OFE. Bruno Le Maire a confirmé fin avril la constitution avec les assureurs d'un fonds de place doté d'une première levée de 11 milliards d'euros qui sera porté à 20 milliards en juin. « Notre objectif, c'est de repérer les entreprises viables mais surendettées à cause de la crise et qui ont besoin d'un nouveau soutien pour rebondir, explique-t-on dans l'entourage de Bruno Le Maire. Dans certains cas, on pourra décider, avec l'ensemble des parties, d'annuler tout ou partie de la dette. Mais il n'est pas question de faire de la suppression massive de dette. Il s'agit de l'argent des Français. » (**L'Opinion, p.5**)

« Les PME voient leur trésorerie se renforcer », titre **Les Echos**, qui juge que c'est une bonne nouvelle pour l'économie, mais aussi pour les banques, qui se sont entretenues hier avec Bruno Le Maire en visioconférence. Selon le dernier baromètre trimestriel publié par bpifrance et l'institut Rexecode, parmi les 2 000 dirigeants de TPE-PME interrogés fin avril, ils étaient 18 % à attendre une amélioration de leur trésorerie au cours des trois prochains mois. A l'inverse, ceux qui anticipent une dégradation ne sont plus que 27 %, contre 36 % lors de la dernière enquête. (**Les Echos, p.28**)